Panique dans la zone euro

15/11/2010 à 6h08

Jamais depuis la crise grecque du printemps dernier, un pays n'avait paru aussi vulnérable face aux marchés. Alors que l'idée d'un plan de sauvetage de l'Irlande se profile, la presse européenne s'inquiète des conséquences pour les autres membres de l'UE.

« *L'Irlande vers une nouvelle crise financière* », annonce la *Frankfurter Runsdschau*. Et chaque jour, le sort de l'économie irlandaise, affaiblie par la dette et des taux d'intérêt de plus en plus élevés, paraît plus alarmant pour l'ensemble de la zone euro. «*Le refrain du déchirant acte II de la crise de l'euro a été entonné par Wolfgang Schäuble*», constate de son côté la *Berliner Zeitung*.

Le ministre des Finances allemand demande qu'à l'avenir, les détenteurs d'obligations passent à la caisse lorsqu'un Etat membre de la zone euro devra être sauvé par les autres. « *Pour les investisseurs, c'est une mélodie nouvelle* », commente le quotidien : « *Jusqu'à présent, ils supposaient que la zone euro rachèterait ses membres. […] Maintenant qu'ils croient devoir assumer un risque, il exigent des intérêts plus élevés* ».

Le journal cite un membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), qui affirme que « *les plans allemands mènent inéluctablement à des attaques spéculatives renforçant la crise* ».

« *La hausse des taux d'intérêt pourrait conduire l'Irlande et le Portugal à réclamer l'aide européenne* », constate *Diário de Notícias* à Lisbonne. « *L'UE se prépare à aider l'Irlande, dont les intérêts sur la dette ont dépassé les 9%. Le Portugal pourrait être le prochain à en avoir besoin, sauf si les marchés se calment* ».

Pour le Portugal, « *la possibilité d'échapper à une telle demande s'amenuise chaque jour* », à moins que la perception du risque par les marchés ne change, prévient l'économiste Antonio Nogueira Leite, cité par le quotidien.

« *L'UE se déclare prête pour le sauvetage de l'Irlande* », assure pour sa part *La Vanguardia*, qui ajoute que « *l´Espagne atteint son risque maximal* ».

A Séoul, pendant la réunion du G20, José Manuel Barroso a déclaré que tout est prêt pour le sauvetage de l'Irlande « *en cas de nécessité* », mais les déclarations du président de la Commission européenne, qui prétendaient calmer les marchés, « *ont déclenché de nouvelles spéculations* ».

Le quotidien catalan souligne que cette inquiétude est renforcée « *par le blackout sur l'information instauré à Bruxelles, qui rappelle les jours qui ont précédé le sauvetage grec* », en mai dernier. La différence, aujourd'hui, est que la zone euro dispose du mécanisme européen de stabilité financière, ajoute *La Vanguardia*.

Pour enrayer la crise, l'option la plus crédible serait que « *la France et l'Allemagne redonnent confiance aux investisseurs* », affirme Virginia Romero, de la société d´investissement Ahorro Capital, qui souligne aussi qu'en cas de sauvetage de l'Irlande, la situation serait pire que celle créée avec le sauvetage grec en mai, car « on pass*erait de l'exception à la généralisation* ». La grande peur serait donc « *une contagion généralisée, même au-delà des pays périphériques* », conclut *La Vanguardia*.

« *Tout cela est un grand malentendu* », assure le *Financial Times Deutschland*. Le quotidien économique considère que « *la politique et les investisseurs agissent selon leurs habitudes – ils ne font pas bon ménage* ». Car si la politique, surtout européenne, rampe au rythme des compromis et des majorités, la finance, elle, veut de la rapidité et des bases solides pour

prendre des décisions.

« *Au printemps dernier, l'Europe a vécu douloureusement où cela peut nous amener quand ces deux principes incompatibles se rencontrent* » ; la crise grecque s'était alors transformée en crise de l'euro par la faute d'une politique trop lente. D'où l'appel en Une du *FTD* : « *Maintenant, faites vite !* »

> ***A Dublin, le temps paraît encore plus compté : « l'Etat irlandais est insolvable : ses dettes dépassent de loin tout moyen réaliste de les rembourser », écrivait en début de semaine l'économiste Morgan Kelly, dans un article de l'Irish Times qui continue de susciter beaucoup de réactions en Irlande.***
>
> ***C'est une tragédie en deux actes, explique-t-il. Le premier a été le plan de sauvetage des banques toxiques à 70 milliards d'euros, dans lequel « ira chaque centime de vos impôts pendant les deux ou trois ans à venir ». Le prochain sera une crise du crédit immobilier, dont les symptômes apparaissent déjà. « Les gens vont très loin; ils ne paient pas leurs factures et empruntent énormément à leurs parents pour pouvoir rembourser leurs emprunts ».***

Et pendant ce temps, ironise Morgan Kelly, « *les marchés rendent hommage à la gestion calme et résolue de la crise par le gouvernement et la Banque centrale en plaçant la dette irlandaise dans le même groupe des pays à risque que l'Ukraine ou le Pakistan, deux crans au-dessus du niveau de* junk *de l'Argentine, de la Grèce et du Venezuela* ». « *Depuis septembre, une équipe permanente d' 'observateurs' de la BCE a élu résidence au ministère des Finances* », révèle également l'économiste. « *Bien qu'elle soit composée de fonctionnaires de plusieurs nationalités, on les appelle* 'les Allemands' ».

Réagissant à cette sorte de mise sous tutelle, le quotidien tchèque *Lidové noviny* s'inquiète de la redéfinition du concept de « solidarité européenne », dans laquelle « *les*

contribuables irlandais sont condamnés à travailler dur et sacrifiés à la seule vision franco-allemande de la politique monétaire européenne ».

Presseurop

(Merci à Léonidas)